

La vocation du Grand Débat National est d'abord de répondre collectivement à la question initiale posée par le mouvement des Gilets Jaunes. Il prend tout son sens lorsqu'il permet à chaque citoyen volontaire de partager avec d'autres son vécu, ses analyses et ses convictions. A contrario du jeu des questions/réponses, nous avons souhaité créer ici, avec l'hackathon fiscal, un cadre propice pour des échanges **d'égal à égal** dans le respect de nos diversités. Face aux deux urgences sociale et climatique qui fragmentent notre société, et hypothèquent notre avenir, les 160 citoyens de la 5^{ème} circonscription de Meurthe et Moselle réunis à Sion pendant 24 heures ont démontré que nous pouvons "(re)faire société et sauver le climat".

Dominique Potier Député de Meurthe et Moselle

Organiser un hackathon, le pari d'une méthode inédite dans le cadre du Grand Débat National

Hackathon (source wikipedia):

Le terme est un mot-valise constitué de « hack » et « marathon ». Le hackathon est à l'origine un rassemblement de développeurs, généralement organisés en équipe, par ou autour d'un ou plusieurs porteur(s) de projet avec l'objectif commun de tester une idée et de produire un prototype d'application en quelques heures.

Il s'inscrit généralement dans des perspectives de co-conception, d'économie du partage et d'économie collaborative [..].

Une déclinaison adaptée pour l'occasion :

Formule originale choisie pour ce « grand débat » dans la 5^{ème} circonscription de Toul, le hackathon est un exercice au long cours (en tout, 14h de travail effectif sur 2 jours) qui associe des séquences de formation en plénière et des séquences d'échange et de production en équipes, dans un cadre stimulant, favorisant l'émulation.

• Plus de 160 participants sur les deux jours : des femmes et des hommes d'horizons sociaux, culturels, géographiques et professionnels variés, avec notamment plus d'une trentaine de jeunes : étudiants, lycéens et jeunes actifs

- Des équipes d'une dizaine de personnes constituées de manière aléatoire qui ont passé plus de 6 heures ensemble au cours de 4 séquences de production
- Une alternance de temps de conférence en plénière, de travail en équipes et de pauses pour reprendre des forces et créer d'autres liens
- L'apport d'experts sous forme de courtes conférences et aussi, tout au long de l'hackathon, sous forme de réponses directes aux questions des équipes, chacune ayant un droit de tirage
- Une animation rapprochée : 17 animateurs d'équipes bénévoles, autour de Cécile de Blic (animatrice des plénières) préparés à l'exercice pour garantir les conditions des échanges et le cadrage du débat.
- Un challenge entre les équipes pour stimuler leur fécondité et formuler des propositions soumises à l'appréciation et à la sélection de l'ensemble des participants.
- Une ambiance générale de bienveillance et de bonne humeur facilitant l'expression de toutes les sensibilités tout au long des débats
- Deux garants de la qualité et de la sincérité des débats : Chantal Jarrousse et Luc Martin, vice-présidents de l'association « Citoyenneté active » signataires de leur propre rapport d'évaluation.
- Un organisateur en retrait : comme annoncé en ouverture, Dominique Potier a participé, « comme un parmi 160, pendant les 2 jours de débats ».



Règles du jeu: Chaque équipe doit formuler des propositions permettant d'atteindre sans équivoque l'objectif national en terme de stratégie bas carbone tout en réduisant au maximum les inégalités. Pour atteindre la neutralité carbone en 2050, l'Etat doit engager 20 milliards d'euros par an, spécifiquement affectés à la transition climatique. L'objectif est pour chaque équipe de mobiliser ce budget en réduisant le plus possible les inégalités au travers de trois exercices :

- vendredi soir : comment mobiliser l'argent public nécessaire dans le budget de notre pays (en réalisant des économies, en créant des recettes) ?
- samedi matin : sur quel(le)s programmes/actions engager cet argent public ?
- samedi après-midi : quelles propositions d'actions sont particulièrement à mettre en avant ?

Experts mobilisés :

- Guillaume Duval, rédacteur en chef d'Alternatives Economiques
- Sébastien Postic et Quentin Perrier, chargés de projet à I4CE, Institut pour l'économie du climat
- Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des Inégalités, sur les inégalités sociales, fiscales et territoriales

Thèmes abordés : les travaux ont concerné deux axes du Grand Débat National : transition écologique et fiscalité et dépenses publiques

Quels choix fiscaux et budgétaires pour financer la stratégie bas carbone ?

Synthèse des travaux du vendredi soir

Option méthodologique : ont été retenues les mesures de même nature proposées par au moins un tiers des équipes



Les travaux ont permis de mettre en évidence un mouvement budgétaire moyen de 55 milliards d'euros, dont la synthèse montre une forte dissymétrie entre les dépenses évitées et les recettes créées. Cela s'explique en partie par la très forte dispersion des mesures d'économie qui n'ont pas permis de les faire apparaître au titre de la synthèse alors que les équipes ont très majoritairement travaillé de manière équivalente sur les deux volets. Une autre explication réside dans la ré-affectation (à l'analyse) de certaines dépenses en recettes, traduisant une confusion de certaines équipes sur les mécanismes budgétaires publics.

Les dépenses évitées le plus souvent retenues sont d'une part la suppression du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité des Entreprises à hauteur de 5 milliards d'euros concernant les grandes entreprises et d'autre part l'optimisation du fonctionnement de l'Etat à hauteur de 0.3 milliards d'euros.

Au titre des créations de recettes, outre la lutte contre la fraude et l'optimisation fiscale pour 10 milliards d'euros (incluant pour 400 millions d'euros une taxe sur les bénéfices réalisés par les GAFA), on voit apparaître trois catégories de propositions :

- Un éventail de dispositions fiscales majoritairement à l'intention du particulier contribuant à de la redistribution à hauteur de 21 milliards d'euros : rétablissement de l'ISF (selon des critères spécifiques), taxes sur les successions, nouvelle tranche d'imposition pour les plus hauts revenus, augmentation de la TVA sur les produits de luxe, suppression de certaines niches fiscales, taxation des actionnaires (au même niveau que les revenus des ménages), taxation sur les transactions boursières,
- Un ensemble de taxes directement liées à l'usage des combustibles fossiles sous des formes banalisées (taxe carbone) ou spécifiques (carburants des transports aériens ou maritimes, rétablissement d'une écotaxe poids lourds, suppression de l'avantage fiscal sur le gazole non routier) comptant pour 14,5 milliards d'euros,
- Une panoplie fiscale écologique « tous azimuts » portant sur différentes modalités de la transition pour un montant d'environ 8 milliards d'euros (plastique, publicité, consommables jetables, obsolescence programmée, numérique, malbouffe, éclairage nocturne)
- Diverses autres mesures fiscales

Quelles mesures pour réussir la transition écologique ?

Préambule : Comment évaluer les mesures retenues selon leur efficacité sur le climat ?

On identifie, dans le budget de l'Etat, 40 programmes budgétaires ayant un impact positif sur le climat dans des proportions variables. A titre d'exemple, certains programmes comme « urbanisme et améliorations de l'habitat » contribuent pour environ 30% de leur budget global à l'efficacité climatique directe alors que ce ratio est de 12% pour le programme « exploitation des services nationaux de transport conventionnés ». La dépense totale de ces 40 programmes avoisine les 100 milliards dont seuls 10% environ peuvent être considérées comme contribuant directement à atteindre les objectifs nationaux de réduction d'émissions.

Doubler l'effort actuel de l'Etat en matière de transition énergétique pour atteindre l'objectif national de la stratégie bas carbone consiste donc à affecter 20 milliards d'euros efficaces sur l'action climatique, et donc - en retenant l'hypothèse de ce ratio moyen de 10% - à engager 200 milliards d'euros dans ces différents programmes. Une analyse plus détaillée permet, selon le tableau de conversion en annexe 2, d'estimer l'impact climat effectif de chaque mesure prise isolément.

Synthèse des travaux du samedi : ils ont consisté à engager 100 milliards d'euros correspondant au doublement de l'effort budgétaire actuel du pays sur la transition écologique en cherchant à réduire le plus possibles les inégalités.



On note la très grande ouverture du champ des réflexions puisque la synthèse a permis de recenser 104 mesures différentes qui s'organisent selon les catégories thématiques suivantes :

nb : une même mesure peut être mobilisée par plusieurs équipes et donc apparaître plusieurs fois

Catégories de mesure	Occurrences
Transport et mobilités	40
Transition économie et agriculture	37
Logements et bâti	22
Education et formation	17
Energie	14
Recherche	12
Développement local	12
Réglementations	11
Urbanisme	6
Culture	5

Les engagements financiers les plus importants par catégorie concernent (mesurés en moyenne des équipes) :

- le transport et la mobilité à hauteur de 20 milliards d'euros, avec une prédominance d'investissement en infrastructure
- le logement pour un engagement de 13 milliards d'euros répartis entre les parcs privé et public

- la transition de l'économie et de l'agriculture pour un montant de 13 milliards également, avec une priorité donnée à l'éco-conception, à la relocalisation des productions, à l'agro-écologie
- l'énergie pour un engagement de 11 milliards d'euros majoritairement orientés sur la production d'énergie renouvelable
- l'éducation et la formation pour un montant de 10 milliards
- la recherche à hauteur de 9 milliards, dont une part importante sur les véhicules individuels

L'équipe gagnante et les propositions plébiscitées



La désignation de l'équipe gagnante s'est faite sur la base des 3 propositions émises par chacune des équipes, soumises à l'examen et au vote de l'ensemble des participants au moyen de l'affectation sur les équipes choisies (au moins 3, à l'exclusion de la sienne) de 10 points par personne. Cette affectation devait répondre à la question : « quelles équipes produisent, à mon sens, les propositions les plus efficaces pour diminuer les inégalités tout en réussissant la neutralité carbone ? »

L'équipe gagnante a formulé les propositions suivantes :

- Soutenir le développement des circuits courts alimentaires et des formes alternatives d'agriculture, libératrices d'espace, moins chères, respectueuses de l'environnement et créatrices d'emploi (modèle aquaponique)
- Passer du mille-feuille à l'éclair administratif en simplifiant les procédures pour favoriser les projets (Leader, énergies renouvelables,...)
- Economie durable : rénovation des logements, économie circulaire, lutte contre l'obsolescence programmée, relocalisation des commerces et activités dans les petites villes et leur territoire, réduire les déplacements, logements moins chers...

Le choix des propositions s'est fait par l'affectation sur les tweets considérés comme les plus pertinents pour répondre à la question initiale de trois points par personne. Les 6 propositions ayant recueilli le plus de suffrages sont les suivantes :

- Proposition 1 de l'équipe F (28 voix) : « Construire une Europe forte, sociale et leader de l'environnement »
- Proposition 1 de l'équipe H (22 voix) : « N'autoriser la mise sur le marché d'un produit, que si son analyse de cycle de vie est favorable au climat et limite les inégalités »
- Proposition 2 de l'équipe C (19 voix) : « Passer du mille-feuille à l'éclair administratif : simplifier la vie, favoriser les projets (fonds Leader, projets ENR,...) »
- Proposition 1 de l'équipe C (18 voix) : « Soutenir le développement des circuits courts alimentaires et des formes alternatives d'agriculture libératrices d'espace, moins chères, respectueuses de l'environnement, et créatrices d'emploi (modèle aquaponique)
- Proposition 1 de l'équipe P (14 voix) : « Rétablir la taxe transport poids lourds (écotaxe) »
- Proposition 1 de l'équipe A (12 voix) : « Aide à la rénovation énergétique des logements, soumise à une obligation de résultats »

TABLE DES ANNEXES:

Annexe 1 : recensement des engagements climat Annexe 2 : conversion des engagements climat

Annexe 3: propositions

Annexe 1: recensement des engagements climat

La colonne fréquence mesure les occurrences supérieures à 1

THEMES	PROPOSITIONS	FREQUENCE
	Moins de véhicules carbonés, aides aux véhicules propres	II
	Transports en commun (particulièrement en ville)	1
	Transports alternatifs (covoiturage, vélo électrique)	1
	Augmentation des voies cyclables (en site propre) en milieu urbain	1
	Transports « 0 » carbone : vélo et collectivo	
	Télétravail co-working	
	Réinvestir dans le ferroviaire ferroutage (vraie alternative routière) : développement de wagons autonomes, flexibus,	II
	Soutien des grandes lignes ferroviaires	
	Développer la multimodalité des transports	
	Politique tarifaire : train moins cher	
Transports et	Taxer le kérosène/ supprimer la défiscalisation du kérosène	1
mobilités	Soutien à la mobilité partagée	
	Permettre l'accès à un transport propre pour tous, y compris pour les HLM	
	Infrastructures de mobilité douce : vélo, parking à vélo	
	Transports en commun gratuits	
	Limiter les voitures (développer les TC)	
	Co-voiturage	
	Repenser la politique de transport	
	Repenser lieu de travail lieu d'habitation (relocalisation de l'emploi)	
	Infrastructures transports	
	Favoriser la mobilité (travail)	
	Rétablir la taxe transports poids lourds	
	Développer les modes complémentaires de transports	
	Vraies aides aux véhicules propres pour les ménages à faibles revenus	
	Education nationale / former les enseignants à l'écologie / ouvrir l'école aux associations et à la société civile	IIII
	Améliorer la citoyenneté, l'éducation au tri des déchets	
	Formation professionnelle plus efficace / Formation aux métiers liés au	IIII
	climat et aux économies d'énergie / nouvelles formations TE	
Education	Education formation adulte en lien avec la réduction du temps de travail / une vraie éducation à la protection de la planète	
Formation	Sensibilisation aux gestes écologiques, aux dangers de la surconsommation,	
	à l'environnement	
	Formation des élus	
	Education populaire / éducation à la citoyenneté nationale et européenne	
	Prévention / formation à la conduite écologique	
	Rénovation thermique habitat isolation logement / Accompagnement technique et financier	IIIIII
Logement	Contrôle de la qualité des matériaux et de la qualité de la réalisation des travaux	
	Priorité lutte contre la vulnérabilité énergétique et la précarité	

	Création logements sociaux écologiques (respecter le 20% de logements sociaux / logements privés et publics / bâtiments Etat)	III
	Aides avec obligation de résultats	
	Contrôle des conditions de logements locatifs	
	Création d'un passeport énergétique	
	Bonus / malus des logements locatifs en fonction du bilan énergétique	
	Recherche énergie et sur les véhicules / innovation écologique	IIIIII
	Recherche énergie stockage	
	Recherche de solutions innovantes pour le plus grand nombre (réduire la	
Recherche	fracture sociale)	
	Structurer les filières industrielles dans le domaine des ENR au niveau européen	
	Développer la mixité sociale (Fribourg)	
	Décentralisation de l'énergie	
	Développer les énergies renouvelables	II
	Stockage de l'énergie	
	Solaire thermique	
Energie	Recherche agriculture : ferme aquaponiques formes alternatives	
_	Mix énergétique	
	Réduction de la conso énergétique	
	Réduction de la logistique du transport des marchandises	
	Investissement sur une énergie locale 100% verte	
	Soutien à l'économie circulaire	
	Lutte contre l'obsolescence programmée	
	Développer l'agriculture et la ruralité	
	Traçabilité renforcée des produits / Labels plus clairs	
	Décentraliser l'économie et les services	
	Soutenir l'achat public local	
	Circuits courts/ Structuration de la filière courte/ Produire localement / consommer localement	IIIIII
	Relocaliser le travail, les outils et les savoir-faire dans les campagnes	
	Intégration de l'intégralité du cycle de vie avant mise sur le marché (ACV)	
Farmania	Aide pour l'accès à l'alimentation locale et raisonnée / Manger local	II
Economie	Alimentation de qualité, digne et durable	
	Valoriser le « made in France »	
	Relocaliser et créer des entreprises locales / Valoriser et développer les	II
	économies locales / développer les initiatives locales	
	Economie circulaire / recyclage des déchets	1
	Une TVA basse pour les produits locaux	
	Réorientation de la PAC : favoriser les petites structures, arrêt de la	
	rémunération à l'hectare, favoriser les cultures qui stockent le carbone.	
	Lutte contre l'obsolescence programmée	
	Développer l'éco-construction bois	
	Lutte contre le gaspillage / taxes à ceux qui jettent et contrôle	
	Valoriser les légumes non calibrés	

	Préservation de la gestion durable de la forêt	
	Remettre l'arbre dans la ville = piège à CO2	
	Urbanisme	
	Protéger les terres agricoles	
Urbanisme	Reconstruire la ville sur la ville	
	Alléger la règlementation sur la rénovation de l'habitat et harmonisation	
	européenne sur la fiscalité	
	Revivifier les bourgs centre	
	Eco-quartier	
	Développement de monnaies locales	
	Réseau de chaleurs	
Ré-inventer le	Redynamisation des bourgs centres, d'où relocalisation de l'économie	
territoire	Suppression des zones commerciales	
	Favoriser l'initiative de production énergétique mutualisée locale	
	Télétravail	
	Développer les jardins communs	
	Lutte contre les inégalités territoriales de santé	
	Favoriser les produits bio via la production de nouvelles normes	
	comptables et environnementales	
	Clauses environnementales dans les marchés / simplifier / critères de	II
Règlementations	transition écologique dans les AO	
	Indice de Développement Humain plutôt que PIB comme indicateur de richesse du pays	
	Comptabilité extra-financière	
	Soutien spectacle vivant	
	Soutenir les projets culturels locaux	
Culture	Vie associative dans les bourgs ruraux	
	Développer des lieux de vie culturels, d'échange.	
	Captage d'eau à règlementer et traitement des eaux	
	Soutien aux postes associatifs pour les associations engagées pour le	
	climat, la solidarité, la lutte contre les inégalités sociales, et l'éducation	
	populaire.	
Divers	Moduler la TVA à l'échelle européenne pour les produits locaux et soutien	
Divers	aux filières équitables	
	Service public de la transition énergétique pour favoriser la modification	
	des pratiques (3 euros par personne et par an) Développer le partenariat médical déplacement vers les personnes isolées	
	Limiter l'action des lobbies	
	Limiter I action des lobbles	

Annexe 2 : conversion des engagements climat

			Efficacité climat
Code	Programme budgétaire	Dépense 2019	2019
105	Action de la France en Europe et dans le monde	1 774 370 528	0,20%
107	Administration pénitentiaire	3 749 892 418	0,62%
135	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	285 077 968	42,05%
	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire,		
149	de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	2 050 470 420	17,53%
159	Expertise, information géographique et météorologie	513 961 068	6,39%
166	Justice judiciaire	3 487 339 019	0,45%
172	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6 938 078 490	6,80%
174	Énergie, climat et après-mines	401 179 057	0,73%
176	Police nationale	10 745 589 570	0,17%
	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement		
190	et de la mobilité durables	1 726 956 147	27,90%
203	Infrastructures et services de transports	3 213 229 845	9,20%
204	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	480 613 452	0,60%
212	Soutien de la politique de la défense	23 195 484 297	0,24%
214	Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 275 722 838	0,37%
614	Transports aériens, surveillance et certification	42 370 969	0,27%
723	Opérations immobilières et entretien des bà¢timents de l'État	483 000 000	33,63%
751	Structures et dispositifs de sécurité routière	339 950 000	7,27%
764	Soutien à la transition énergétique	5 440 400 000	99,97%
785	Exploitation des services nationaux de transport conventionnés	286 200 000	11,40%
	Contribution au financement de l'attribution d'aides		
791	à l'acquisition de véhicules propres	264 000 000	60,00%
	Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de		
	production d'électricité par des énergies renouvelables ou de		
794	production de proximité dans les zones non interconnectées	4 800 000	100,00%

Annexe 3: propositions

Les 45 propositions des équipes (présentées en plénière sous forme de tweets) :

Equipe	Intitulé	Score
	Aide à la rénovation énergétique des logements soumise à une obligation de résultats	12
Α	Ferroutage : l'Arlésienne / moins de SUV, plus de TGV / A quand les mobilités partagées ?	2
	L'enfant d'aujourd'hui sera le citoyen de demain, contre la précarisation des horizons de vie	5
	Halte à la vulnérabilité énergétique : pour la rénovation énergétique et l'accessibilité au transport propre pour tous	6
В	Soutien au monde associatif, L'éducation populaire lutte contre les inégalités climat	6
	Des métiers liés à la transition énergétique	9
	Soutenir le développement des circuits courts alimentaires et des formes alternatives d'agriculture libératrices d'espace, moins chères, respectueuses de l'environnement et créatrices d'emploi (aquaponie)	18
С	Passer du mille-feuille à l'éclair administratif, simplifier les procédures, favoriser les projets (Leader, ENR,)	19
5	Economie durable : rénovation des logements (plus fort !) économie circulaire lutte contre l'obsolescence programmée, relocalisation des commerces et activités dans les petites villes et leur territoire (réduire les déplacements, logements moins chers)	11
	A politiques inefficaces, avenir dans la mélasse	2
	Consommer local, bien être intestinal redonne le moral	3
D	On réoriente et relocalise aujourd'hui (mobilités, consommation locale, produire local) et encore mieux demain (éducation). On répare dès aujourd'hui (pièges à CO2)	0
	Investissons pour les rejetons, améliorons les horizons	3
	Ferroutage sur les longues distances pour le transport de marchandises	11
E	Transports en commun	0
	Energies : recherche énergies nouvelles à augmenter et recherche dans le nucléaire à supprimer	11
	Miser massivement sur l'éducation pour développer une citoyenneté engagée et responsable.	7
F	Construire une Europe forte sociale et leader de l'environnement	28
	Se réapproprier le local pour faire société ensemble, c'est entre nos mains !	3
G	Education, une école qui révèle des passions, une école de vie	7
g	Transports : voyageons mieux, voyageons ensemble, mobilité verte. Transports collectifs gratuits	2

	Vivons mieux, vivons ensemble – une isolation de qualité accessible à tous	5
	Autorisation mise sur le marché, si l'analyse du cycle de vie est favorable au climat et limite les inégalités	22
	Eveiller, intégrer la conscience environnementale et	5
н	sociale au sein de la formation initiale et continue et de la	J
	recherche.	
	Rendre accessible à tous une alimentation locale et	7
	raisonnée	
	Développer l'éducation, la coopération et la	11
	responsabilisation (école, associations, partis politiques,	
	familles)	
ı	Transférer une partie du budget de la défense à la	5
-	formation des diplomates pour gérer les conflits et leur	
	coût financier, écologique et humain)	
	Intégrer les clauses environnementales et locales dans les	12
	marchés publics	5
	Education et sensibilisation : des solutions pour la transition	5
	Recherche et développement, les clés du changement	10
J	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
	Environnement et innova-Sion, accompagn'action et	4
	réglementation, isolation, covoit-à-Sion solidaire) Développer l'éducation des citoyens aux actions de	0
	développement durable (une naissance, un arbre)	U
	Développer et garantir des logements I ou C pour les plus	8
	démunis, sous contrôle d'un organisme public dédié	J
K	Développer transports collectifs vers zones d'activités,	8
	gratuité transports en commun, mise en place d'un parc	•
	locatif rural	
	Transition énergétique, chauffage pour les logements	0
	précaires	
	Un petit nid pour chacun, évitons de chauffer les nuages	3
N	Un bon petit plat pour chacun, c'est meilleur à la maison	2
	Un p'tit sou investi chez nous, c'est mieux!	3
	Habitat isolation : qualité d'habitation pour tous,	1
	économie d'énergie (et d'argent), génère de l'emploi,	
	justice pour les logements sociaux	
0	Déchets : contre la pollution plastique, baisse de la	1
	pollution par les transports, et les traitements, économie	
	Education : base de la réussite de toutes les actions de	2
	transition de changement et de comportement.	
	Rétablir la taxe transport poids lourds (écotaxe)	14
Р	Attribution de compétences à chaque échelle territoriale	4
•	(pas d'empilement de compétences)	
	Economies sur les missions de services publics sous	1
	traitées (formation pro, social)	